

## Conditions de travail – QVT : le premier acte serait d'arrêter les suppressions de postes et de mettre un coup d'arrêt aux GHT !

Lundi le 5 décembre, la Ministre de la Santé, Marisol Touraine, a présenté pour le gouvernement son plan censé améliorer la *qualité de vie au travail* (QVT) pour les agents hospitaliers, alors que s'exprime un profond mécontentement et l'exaspération des hospitaliers, après un été qui a particulièrement mis en exergue la souffrance des personnels relayée dans la presse par les suicides de certains agents.

L'annonce de cette « *nouvelle stratégie nationale pour prendre soin de ceux qui nous soignent* » est intervenue le jour-même où l'Assemblée Nationale adoptait la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) où, à la demande du gouvernement, 520 millions d'euros sont ponctionnés sur les fonds de l'ANFH (300 M€) et sur le Fonds pour l'Emploi Hospitaliers (220 M€). Voilà la vérité des faits !

Les discours d'un côté, pour soi-disant « prendre soin » des personnels hospitaliers et de l'autre, la poursuite de la politique d'étranglement budgétaire et de marche forcée à la mise en place des GHT pour mieux supprimer 16 000 lits et 22 000 postes.

FO, ainsi que la CGT et SUD, ont décidé de boycotter l'invitation de la ministre pour une fois de plus marquer leur opposition à cette politique hospitalière qui induit les risques psychosociaux, aggrave profondément les conditions de travail et le mal être des agents. Or, la ministre nous demande aujourd'hui d'accompagner les conséquences de sa politique désastreuse avec une « *charte de l'accompagnement des professionnels lors des restructurations* » qui devra être adoptée dans chaque établissement et des entretiens individuels seront systématisés, afin de faire le point sur leur vécu professionnel ... ». On se moque de nous !

Ce n'est pas l'exigence des dizaines de milliers de manifestants en grève massive le 8 novembre dernier, à Paris, comme dans toute la France, qui avec les Fédérations FO, CGT et SUD revendiquent l'abrogation de la loi Santé et l'arrêt de la mise en place des GHT, synonymes de suppression de postes et de lits, ce qui va encore aggraver la qualité de vie au travail des agents.

Est-il nécessaire de faire état des conditions de travail des aides-soignants dans les Ehpad, est-il besoin de commenter le travail journalier des infirmiers dans les services d'urgence pour comprendre que ce ne sera pas la mise en place d'un numéro vert pour les soignants qui changera quelque chose à leur condition d'exercice. Nous n'avons pas besoin de groupes de travail, de charte, d'observatoire, pour savoir ce qu'il y à faire.

Dans un contexte de crise, alors que la santé et la vie des malades est en jeu, nous prenons nos responsabilités d'organisation syndicale, attachée à la défense des intérêts particuliers des salariés et la préservation de l'hôpital public. Avec les fédérations CGT et SUD, nous préparons une manifestation nationale pour obtenir, par la mobilisation de tous les hospitaliers :

- L'abrogation de la loi HPST et de la loi Santé.
- L'abandon de la « territorialisation » de l'offre de soins, des GHT et des restructurations

- L'arrêt des fermetures de lits et des suppressions de postes.
- La fin des enveloppes limitatives et l'abandon du plan triennal d'économies.
- L'annulation de la ponction de 300 millions sur l'ANFH et de 220 millions sur le FEH.
- L'arrêt de la mise en place des 12 heures comme amplitude d'horaire de travail.
- Le maintien des jours RTT.
- L'ouverture de négociations sur des effectifs minimum de soignant dans les services de soins et les Ehpad.
- La mise en stage de tous les contractuels qui travaillent sur des postes permanents.
- Une réelle reconnaissance des agents qui passe par des salaires en lien avec leur diplôme.
- L'ouverture de réelles négociations salariales pour tous les agents.
- Le maintien de tous les instituts de formation (IFSI, IFAS....)
- Abrogation des ordres professionnels.

**Nous le lâcherons rien !**

***Le secrétariat fédéral***

*Paris, le 6 décembre 2016*